

HAUTS-DE-FRANCE CONJONCTURE

Les Hauts-de-France misent toujours sur le Brexit

Par Elodie Soury-Lavergne, le 09 février 2018

Lille Place Tertiaire a dressé un état des lieux du Brexit et de ses perspectives. La région Hauts-de-France espère toujours attirer une partie de ces entreprises britanniques qui auront besoin de garder un pied dans l'Union européenne, pour ne pas perdre le passeport européen.



▲ La région Hauts-de-France espère voir des entreprises britanniques s'installer sur ses terres dans le cadre du Brexit. — Photo : Pixabay

Brexit un jour, Brexit toujours. C'est ce qui est globalement ressorti du point organisé sur le sujet par Lille Place Tertiaire, à Euratechnologies, ce jeudi 8 février. Entre bras de fer et décisions prises au compte-gouttes, le processus de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne s'éternise. "La probabilité d'un deuxième vote remettant en cause le Brexit n'est pas à zéro", souligne d'ailleurs François Duhén, chef économiste et stratéguiste pour le CIC Nord Ouest.

Peu de conséquences sur l'économie régionale

En attendant, "dans les Hauts-de-France, concernant le commerce avec la Grande-Bretagne, il y a des secteurs qui vont mieux et d'autres moins bien, mais le Brexit n'est pas responsable", indique encore François Duhén. La question que les chefs d'entreprise régionaux posent le plus dans ce contexte est celle du cours de la Livre, "qui a perdu 15 % depuis l'annonce du Brexit", indique le spécialiste. Il confirme aussi que la Grande-Bretagne restera la plus grande perdante de cette opération, même si "elle n'est pas partie davantage en récession : sur le plan économique, l'ensemble de la planète va mieux et c'est bien pour la Grande-Bretagne que le Brexit tombe à ce moment-là...".

La région espère toujours attirer des entreprises britanniques

De son côté, la région Hauts-de-France espère toujours attirer des entreprises britanniques sur ses terres. "Nous n'avons bien sûr pas la prétention de rivaliser avec Paris ou Francfort", déclare Grégory Sanson, président de Lille Place Financière. " Et de préciser : "Nous misons surtout sur les sphères administratives des gros établissements britanniques, les sociétés de gestion de taille moyenne et les Fintech. Suite à la perte du passeport européen, ces dernières pourraient trouver un intérêt à une implantation dans les Hauts-de-France." Et depuis l'annonce du Brexit, la Région ne ménage pas ses efforts en ce sens : publicité auprès des Anglais, déplacement à Londres en 2017 avec une délégation de 250 entrepreneurs, ouverture d'une antenne de la CCI à Londres, création d'un site Internet, etc.

La région, une bonne alternative à Paris ?

Il faut dire que les emplois enjeu sont nombreux : "Le dernier compte rendu du Financial Times évoquait 9 000 à 10 000 emplois pour Paris. Et ce n'est que le premier round : toutes les banques n'ont pas encore décidé ou annoncé quelque chose", indique Christian Noyer, gouverneur honoraire de la Banque de France et représentant spécial pour le gouvernement français sur le Brexit, pour les questions financières.



Places Tertiaires
@LPT_CCI

Christian Noyer évoque les atouts de la France et des régions face Brexit

19:17 - 8 févr. 2018

Londres s'apprête à perdre près de 20 % de sa City et certaines entreprises britanniques pourraient examiner avec attention une implantation dans les Hauts-de-France. "Certaines sociétés vont devoir implanter dans l'UE quelques dizaines de salariés seulement et Lille serait alors une bonne alternative à Paris en termes de coût", note Christian Noyer. Il ajoute : "Il en va de même pour les Fintech, ce sont des sociétés qui ont des moyens limités et qui ne pourront pas doubler leurs coûts en étant à la fois à Londres et Paris". Reste un gros frein à ces implantations, en France comme en région : celui du coût du travail. "Contrairement à la France, les autres pays européens ont plafonné les charges sociales sur les salaires très qualifiés. Une ETI allemande peut ainsi se payer trois ingénieurs là où une ETI française en emploie deux pour le même coût...", explique Christian Noyer. En attendant, la Région y croit toujours et ne baisse pas les bras : en juin prochain, une délégation d'entrepreneurs britanniques doit ainsi être reçue à Lille. "Nous sommes régulièrement consultés ou visités par des entreprises britanniques", affirme par ailleurs Grégory Sanson. À suivre.

MOTS-CLÉS

EUROPE

POURSUIVEZ VOTRE LECTURE